

SOMMAIRE

A - GESTION DE L'ABSENCE - DROIT DU TRAVAIL ET PAIE

DÉFINITIONS	A10
▪ Accidents du travail	A10
▪ Maladies professionnelles	A11
▪ Accidents de trajet	A12
▪ Incidence de la faute	A13
 FORMALITÉS	 A20
▪ Déclaration du salarié	A20
▪ Obligations de l'employeur	A21
 SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL	 A30
▪ Droits et obligations du salarié	A30
▪ Indemnisation de la victime	A31
▪ Interdiction de rompre le contrat de travail	A32
 ISSUE DE L'ABSENCE	 A40
▪ Reprise du travail	A40
▪ Constatation de l'inaptitude physique du salarié	A41
▪ Reclassement du salarié inapte	A42
▪ Licenciement pour inaptitude physique	A43

B - INDEMNISATION PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

BÉNÉFICIAIRES DE LA LÉGISLATION

B10

- Salariés et assimilés B10
- Étudiants, élèves, stagiaires B11
- Membres bénévoles d'organismes sociaux B12
- Personnes accueillant à domicile des enfants ou des personnes âgées B13
- Personnes effectuant un stage à l'étranger B14
- Victimes de maladies professionnelles B15

FORMALITÉS À ACCOMPLIR AUPRÈS DES CPAM

B20

- Déclaration de l'accident ou de la maladie par la victime B20
- Déclaration par l'employeur d'un accident du travail B21
- Procédure d'instruction des déclarations d'accidents du travail et des maladies professionnelles B22
- Circulaire CNAMTS n° 28-2019 B23
- Procédure applicable aux victimes de l'amiante B24

PRESTATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

B30

- Droit aux prestations B30
- Prestations en nature B31
- Indemnités journalières B32
- Temps partiel thérapeutique B33
- Rentes accidents du travail B34
- Aides financières au reclassement des accidentés du travail B35
- Cumul entre prestations accident du travail et autres prestations B36
- Accidents mortels B37
- Fiscalité des indemnités journalières et rentes accidents du travail B38

INCIDENCES DE LA FAUTE SUR L'INDEMNISATION

B40

- Faute inexcusable ou intentionnelle de l'employeur B40
- Faute de la victime ou d'un tiers B41

C - PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

PRÉROGATIVES DE L'EMPLOYEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ C10

- Principes généraux de prévention C10
- Directive n° 89/391/CEE C11
- Obligation de prévention document unique d'évaluation des risques professionnels C12
- Obligations de formation et d'information C13
- Responsabilité pénale du chef d'entreprise C14
- Sécurité C15

DROIT DE RETRAIT DES SALARIÉS C20

- Rôle des salariés et de leurs représentants C20
- Droit d'alerte C21
- Intervention du CSE C22
- Réquisition des salariés par l'employeur C23

INTERVENTION D'INSTITUTIONS EXTERNES À L'ENTREPRISE C30

- Inspection du travail C30
- Médecin du travail C31
- Organismes de Sécurité sociale C32
- Autres intervenants extérieurs C33

ACCORD SUR LA PRÉVENTION ET SANTÉ AU TRAVAIL C40

- Préambule C40
- Promouvoir une prévention primaire opérationnelle au plus proche des réalités du travail C41
- Promouvoir une qualité de vie au travail en articulation avec la santé au travail C42
- Promouvoir une offre de services des SPSTI efficiente et de proximité C43
- Une gouvernance renouvelée, un financement maîtrisé C44

D - TARIFICATION DES ACCIDENTS

DÉTERMINATION DU MODE DE TARIFICATION	D10
▪ Fixation et notification du taux de cotisation	D10
▪ Effectif de l'établissement	D11
▪ Ristournes	D12
▪ Avances sur cotisations	D13
▪ Cotisations supplémentaires	D14
▪ Contribution préretraite amiante	D15
 TARIFICATIONS APPLICABLES	 D20
▪ Tarification collective	D20
▪ Tarification individuelle	D21
▪ Tarification mixte	D22
▪ Taux unique	D23
 TARIFICATIONS PARTICULIÈRES	 D30
▪ Établissements nouveaux, sièges sociaux et bureaux	D30
▪ Bâtiment et travaux publics	D31
▪ Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	D32
▪ Travail temporaire	D33
▪ Tarification forfaitaire pour les élèves des établissements d'enseignement secondaire ou technique	D34

E - CONTENTIEUX DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLES

CONSEIL DE PRUD'HOMMES E10

- Compétence en matière d'accidents du travail E10
- Organisation institutionnelle E11
- Règles de procédure E12

JURIDICTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE E20

- Compétence en matière d'accidents du travail E20
- Organisation institutionnelle E21

CONTENTIEUX E30

- Faute inexcusable E30
- Juridictions répressives E31
- Juridictions administratives E32

Y - ADRESSES UTILES

- Organismes nationaux de Sécurité sociale Y10
- DREETS (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) - Régions Y20
- DREETS (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) - Départements Y30
- CPAM Y40
- Conseils de prud'hommes Y50
- Autres juridictions compétentes Y60

Z - INDEX ALPHABÉTIQUE